

Grasse Nord : quatre

C'est avec le canton de Grasse Nord que nous avons clôturé, hier, le cycle des débats organisés par Nice-Matin entre les principaux candidats (1) aux élections cantonales des 20 et 27 mars. Autour de la table, le sortant, Jérôme Viaud (UMP-Nouveau Centre), Geneviève Fontaine (Europe Écologie - Les Verts - PS), Jean-Marc Degioanni (Front national) et Paul Euzière (Grasse à Tous). Au menu de ces postulants à une place de conseiller général, quatre thèmes choisis par notre rédaction, qui relèvent des compétences propres au conseil général, mais sont également des sujets forts de la vie locale, pour lesquels la population est en demande ou se sent directement concernée : le centre de valorisation énergétique, inscrit, rappelons-le, dans le plan départemental d'élimination des déchets ; le social ; l'agriculture et la voirie/les transports. Des dossiers qui ont permis aux uns et aux autres d'exprimer leurs idées, de formuler des propositions, sans complaisance mais toujours dans le respect de l'autre. Nous les remercions d'avoir ainsi joué le jeu.

1. Alain-Christian Fragny (Bloc Identitaire).

Rafaël PERROT, rperrot@nicematin.fr
Eric FAREL, efarel@nicematin.fr
Marion ANIEL, maniel@nicematin.fr
Photos : Franck FERNANDES



ILS ONT PARTICIPÉ AU DÉBAT



Jérôme VIAUD
UMP - Nouveau Centre
Candidat sortant



Jean-Marc DEGIOANNI
Front national



Paul EUZIÈRE
Grasse à Tous



Geneviève FONTAINE
Europe Écologie - Les Verts - PS

LES RÉSULTATS DE 2008

Premier tour :
Jérôme Viaud : 52,88 % ;
Paul Euzière 22,10 % ;
Thierry Lautard :
20,90 % ;
Pascal Ducreux : 4,12 %.

Second tour :
Jérôme Viaud : 58,39 % ;
Paul Euzière : 41,60 %.

Social : la première mission du Département

Geneviève Fontaine : « 38 % du budget du conseil général est dédié au social ; le Département agit... mais se contente de tenir le niveau requis par la loi. Pour les personnes âgées, le plus important est le maintien à domicile. Cela passe par une aide aux associations, à qui on demande d'augmenter les cadences et de rogner les prix sur les prestations. Nous pouvons aussi développer la colocation inter-générationnelle. Il faut ensuite travailler sur l'accueil des personnes handicapées : nous manquons de place. Nous avons aussi de gros efforts à faire sur le RSA et le retour vers l'emploi. Par ailleurs, il y a des bâtiments à l'abandon qu'on pourrait imaginer développer en logements sociaux. Nous devons aussi recréer des lieux de vie. »

Paul Euzière : « Pour le RSA, il y a un manque à gagner de 9 millions d'euros de l'Etat. Pour la jeunesse et les loisirs, les crédits, entre 2008 et 2011, ont baissé de 1,97 million d'euros. Il faut donc d'abord exiger de l'Etat qu'il compense les manques à gagner. Le logement social, c'est le problème crucial de notre département et à Grasse, car on se maintient difficilement à 14 %, en édulcorant un peu les chiffres. On est loin des 20 % de la loi SRU. Dans la communauté d'agglomération de Grasse, 70 % des foyers sont éligibles à une HLM, donc c'est une urgence réelle. Ça passe par la création d'un fonds départemental de soutien à la construction de logements sociaux (en locatif et en accession à la propriété). »

Jérôme Viaud : « Ce département est exemplaire en la matière. C'est une vraie volonté politique, puisque le social est le seul budget du conseil général en constante augmentation. 169 millions d'euros par an sont consacrés aux seniors, avec l'aide au maintien à domicile, la téléalarme, la création d'hébergements temporaires et d'accueil pour les personnes atteintes d'Alzheimer, la construction de maisons de retraite... 100 millions d'euros par an ont été investis pour les personnes handicapées. Le Département finance 26 auxiliaires de vie – hors compétence, car c'est le rôle de l'Etat –, nous avons ouvert la Maison départementale du handicap et, à Grasse, nous avons aussi inauguré l'Arche Jean-Vanier qui répond à un vrai besoin. »

Jean-Marc Degioanni : « Permettez-moi d'aborder le sujet sous un autre aspect. Notre département est le 3^e plus endetté de France. Pour faire des projets, on doit s'appuyer sur des recettes. Je suis favorable à ce que le département se développe dans le bon sens. Il faut revoir la politique de subvention aux associations et se concentrer sur celles qui apportent un intérêt public. Je suis pour le développement des maisons de retraite – car c'est un vrai manque –, le maintien à domicile, l'aide aux personnes handicapées. Nous sommes pour l'aide sociale, mais nous ajoutons le fait qu'elle soit attribuée de manière préférentielle aux Français. Il en est de même pour le logement social : nous devons maîtriser les attributions. »

DU TAC AU TAC

Quelle est la priorité parmi les actions à mener ?

J.-M. Degioanni : « La vraie priorité, pour moi, c'est de mieux gérer le budget. Un Département ne peut avoir une vraie politique d'avenir s'il est lourdement endetté, ce qui est le cas ici. Par ailleurs, réorientons l'action sociale vers des priorités importantes, comme les maisons de retraite et l'aide, en essayant de réserver aux compatriotes français les prestations sociales. »

P. Euzière : « Deux priorités, pour moi : l'action et le logement social, qui est une urgence. Puis, l'environnement et les risques géologiques. D'abord, la ZAC Roquevignon, où il existe un projet énorme de villas de luxe dans une zone protégée et qui est dans le périmètre de captation de la Foux. J'ai fait la proposition que cela devienne un grand parc aménagé. Concernant les risques géologiques, le Département pourrait aider à ce qu'on prenne des mesures de prévention, car la Ville ne peut pas tout assumer. »

G. Fontaine : « Rééquilibrer le budget du conseil général vers le social et vers l'ouest du département, car nous avons une sorte de pré-métropolisation de Nice, avec l'opération Eco-vallée, et l'ouest me paraît moins doté. Puis, l'aménagement du territoire : l'implantation des logements, les modes de déplacement, l'environnement... »

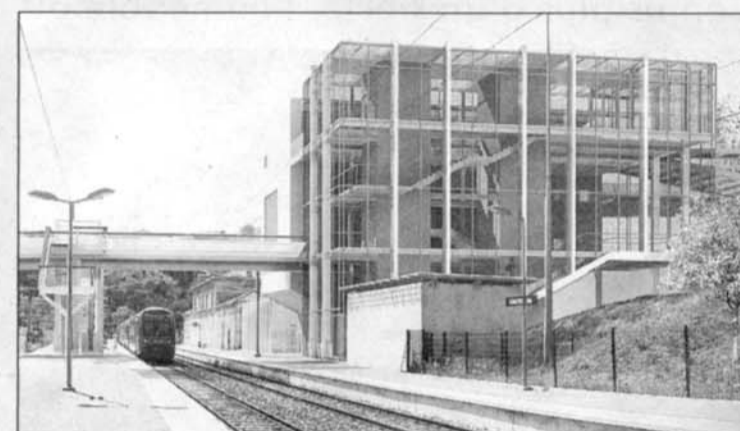
J. Viaud : « Ma priorité, c'est de continuer à traiter tous les dossiers de la même manière, les plus petits comme les plus importants, ce que je me suis attaché à faire pendant ces deux ans. Et rester le conseiller général de proximité que je souhaite être, au service des gens. »

candidats en questions

Transports et voirie : le projet de funiculaire sur le grill

J. Viaud : « Je suis fier du bilan que je peux présenter devant les Grassois. Pendant mon mandat, j'ai essayé d'œuvrer pour débloquer des dossiers en souffrance depuis plus de trente ans. J'ai travaillé activement pour que soit refait l'éclairage public entre Magagnosc et le boulevard Thiers. Sur cette dernière voie, un travail important reste à faire. Elle appartient au Département mais a vocation à devenir un boulevard urbain. Il faut donc trouver une répartition, comme cela a été fait pour le Jeu-de-Ballon. Sur le choix de prolonger la pénétrante, j'assume, même s'il y a des combats et des contestations. Pour le funiculaire, j'ai obtenu un concours départemental de 10 millions d'euros. Ce projet va créer une vraie liaison entre la gare et le centre. Enfin, sur les transports, on a lancé la politique du 1 € et on travaille actuellement, avec Sillages, pour une monétique unique. »

G. Fontaine : « Sur les transports en commun, il faut saluer la politique du Département, notamment la mise en place de la Carte Azur et la billetterie à 1 €.



Le projet de liaison entre la gare SNCF et le centre-ville (ici la gare inférieure) divise les candidats aux élections cantonales. (DR)

Mais c'est insuffisant pour le rendre attractif. Le problème, c'est la régularité, la fréquence et la prévisibilité de l'heure d'arrivée. On se heurte à plusieurs AOT (autorités d'organisation de transports). Il faut donc aller vers une AOT commune ou une cohérence de toutes ces AOT. Sur chacune des routes construites ou réhabilitées, mettons des voies pour le transport en commun en site propre. Je parle de bus à haut niveau de service, comme cela existe entre Antibes et Sophia, ce qui leur permet de

devenir attractifs. Pour la pénétrante, on n'a pas prévu les réserves foncières qui auraient permis de la terminer sans déclencher la guerre entre quartiers. Il faut donc prévoir celles qui permettront de réaliser le contournement ouest. Et créer la sortie Paoute pour délester les Quatre-Chemins. Le funiculaire, enfin : si ça doit passer par la disparition de la farandole, ce n'est pas une solution. Et puis sera-t-il un TCSP pour les Grassois ou une vitrine touristique ? »

J.-M. Degioanni : « Aménager la voirie pour le transport en commun, oui. Mais la géographie de Grasse ne permet pas de tout faire... Et si les gens ne prennent pas le bus, c'est aussi un problème de sécurité. Le ticket à 1 €, c'est bien, mais il faudrait que ce soit une politique globale de la Région. Concernant la pénétrante, on arrive sur un énorme embouteillage et on déplace le problème. Cela sans concertation, d'où la création de multiples associations de défense. Certes, il faut trouver une solution et ça passe par l'ouverture d'une sortie à la Paoute. Mais le B-A BA, c'est de se concerter. Il faut prendre l'avis des gens et voir ce qu'il est possible de réaliser. Il faut aussi penser au contournement ouest. Le funiculaire ? Je pense que c'est le joujou de quelqu'un qui a envie de se faire plaisir. 10 millions d'euros du Département, c'est énorme. Si c'est une vitrine pour la ville, elle en a besoin. Mais un Festival des parfums, ça coûterait moins cher. Et si on est déficitaire, qui va payer ? »

P. Euzière : « Le bus à 1 €, c'est une bonne chose. Mais quand on demande à Michel Vauzelle d'avoir une politique unique, il faudrait que les six conseils généraux de la Région PACA aient la même politique tarifaire. A propos des routes, le bilan n'est pas brillant. Jérôme Viaud est sévère, sans l'avoir dit, pour son prédécesseur, M. Leleux : le cas du boulevard Thiers n'est pas réglé, le transfert de l'éclairage à la Ville constitue une charge supplémentaire. En 2010, pour les routes, il y a eu une baisse de l'investissement de 37 M€. Il faut faire des choix : la pénétrante, c'est 62 M€ pour 2 km, soit 31 M€/km – trois fois le prix du kilomètre TGV. Et deux viaducs, le saccage de Saint-Antoine, la pagaille à S'-Jacques, la perte de valeur des biens, etc. La priorité, c'est l'échangeur de la Paoute et la contournante ouest, la réfection du boulevard Thiers ; c'est arrêter les transferts au niveau des routes. Quant au projet coûteux du funiculaire, mettons à la place des lignes de bus supplémentaires et ne défigurons pas Grasse avec un outil qui ne correspond pas aux besoins. »

Incinérateur : deux défenseurs, deux détracteurs

J.-M. Degioanni : « Si nous en sommes là, c'est qu'il y a une carence dans les prévisions de ceux qui dirigent le Département. On savait que la Glacière allait fermer, mais on a repoussé le problème. Aujourd'hui, les responsables de cette situation devraient rembourser les sommes dépensées pour acheminer les déchets près de Marseille. Cela dit, même si on procède à une sensibilisation auprès des citoyens pour leur apprendre à trier et à recycler, le problème restera le mètre : des tonnes de déchets, pour lesquels il faudra prévoir un traitement. Nous avons aussi l'interrogation de ce qui s'est passé à Grasse il y a trente ans (ndlr : l'affaire de la Pyrofusion). Je suis favorable à un référendum local, en faisant de la pédagogie générale. »

P. Euzière : « On est dos au mur, du fait de l'incurie et de l'irresponsabilité des majorités départementales depuis des décennies. Avec cet équipement, on part pour un emprunt de 100 M€, payable pendant vingt-cinq ans par tous les contribuables au travers de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. En juillet, alors qu'on avait annoncé l'incinérateur aux Roumigières, j'avais demandé la tenue d'un débat avec les élus et la population. On m'a dit oui, et ça n'a pas été fait. En décembre, on transfère l'incinérateur aux Aspres. J'ai redemandé un débat : en vain. Dans cette affaire, il y a un mépris des élus et des associations. J'aurais proposé un référendum d'initiative populaire sur le sujet : il en faut un. Et, si la population dit non, on cherchera une autre solution. »

J. Viaud : « J'ai voté, au conseil général, le plan départemental des déchets. Il n'y avait pas la question du CVE, mais j'ai voté le plan, c'est un fait. Dans ce dossier, je salue le courage politique de Jean-Pierre Leleux et Maxime Couillet. Il faut bien que des solutions soient proposées pour ne pas continuer à envoyer des camions entiers à Septèmes-les-Vallons. Je partage la position qui dit qu'il faut trier davantage. Mais l'incinérateur est une solution efficiente dans la situation actuelle, qui permet de régler la question des déchets dans le secteur. Le CVO et le CVE sont des équipements indispensables. Je pense qu'il faut mettre en place une instance de concertation, mais ce n'est pas à conseiller général du canton Nord de la piloter. »

G. Fontaine : « Les déchets sont envoyés loin et cela est inacceptable du point de vue du développement durable. Je regrette qu'il n'y ait pas eu d'études sérieuses des solutions alternatives à l'incinérateur. A la base, cet équipement est déjà surdimensionné. Pour le rentabiliser, il faudra l'alimenter, sinon on augmentera son coût de fonctionnement. Je voudrais une réelle étude des solutions alternatives. Le Grenelle dit qu'il faut voir les déchets comme des matières premières renouvelables de première main. Au lieu de les brûler, il faudrait les stocker pour pouvoir les réutiliser. Pour moi, l'alternative, c'est réduire les déchets en développant le recyclage, développer l'incitation à recycler, notamment par un système de « pesé-embarqué » avec redevance incitative. Et puis voyons ce qui sort de la concertation avec la population. Si elle est d'accord pour un CVE, on n'aura rien à dire, sinon constater l'échec de notre pédagogie. »

Collège : une attention particulière

P. Euzière : « Dans le canton de Grasse Nord, il y a deux collèges – Carnot et Saint-Hillaire – en termes d'investissements, Fénelon étant privé. Je pense qu'il n'y a pas d'urgence de création d'un troisième collège (public, ndlr). La question qui se pose est celle de Carnot : on avait parlé de le déplacer, ce qui ne semble plus une urgence. Et ce n'est pas simple, car il ne s'agit pas de déplacer un collège pour créer de nouveaux problèmes plus loin. Le bilan du Département sur les collèges, c'est aussi une baisse de l'investissement, entre 2010 et 2011, de 1,766 M€, soit 3,33 %, et une baisse pour l'entretien et les réparations, depuis 2008, de 43 %. Donc, peut-être qu'il faudrait d'autres moyens. »

J.-M. Degioanni : « Globalement, je pense qu'il faut reconnaître au Département une bonne prise en charge de ses prérogatives concernant les collèges, dont je rappelle qu'elle est très limitée. On peut dire que les collèges qui existent sur le canton de Grasse Nord font face à la demande et me semblent dans un état d'entretien convenable. Il faudrait peut-être faire un effort sur les gymnases. »

G. Fontaine : « Sur les collèges, je pense que ça rejoint une politique du Département qui, selon moi, n'a pas une vision assez positive de la jeunesse, une politique trop sécuritaire. On a peur des jeunes, dans ce département. Or, pour moi, les jeunes sont une chance. Il faut faire des collèges éco-exemplaires, qui montrent la voie en termes de gestion des déchets, d'alimentation en produits de saison, permettent de soutenir une agri-



Le collège Carnot. (DR)

culture de proximité... Il faut que les collèges, implantés au cœur des quartiers, deviennent des lieux de vie ouverts. Arrêtons de les fermer derrière des caméras de vidéosurveillance. Ce n'est pas comme ça qu'on donne confiance à la jeunesse. Les collèges doivent être équipés, en particulier le collège Carnot, auquel il manque un gymnase. »

J. Viaud : « Dans ce département, on aime les collégiens. Il n'y a pas de caméras à l'intérieur des collèges, mais aux abords des collèges, à la demande des principaux. Le conseil général est à la hauteur des attentes. Les trois collèges ont été dotés de matériel informatique de manière exemplaire, en vidéo-projecteurs, en tableaux blancs numériques... Les gymnases sont ouverts aux associations. On a aussi une politique forte en termes de devoir de mémoire, en organisant régulièrement des voyages à Auschwitz. Donc, oui, on est en phase avec nos collégiens et on y travaille. »